

ENTRETIEN

# « L'EUROPE DOIT REPRENDRE SA SOUVERAINETÉ »

**Olivier Sichel**, le président du think tank Digital New Deal Foundation, propose un pacte numérique aux candidats à la présidentielle.

PROPOS RECUEILLIS PAR MANUEL MORAGUES

**Les candidats à l'Élysée se sont-ils réellement emparés du sujet du numérique ?**

La place accordée à cette question dans la campagne est dramatiquement faible. La plupart des candidats avancent que le numérique est au cœur de leur programme, mais en réalité, ils en parlent rarement et ont peu de propositions. Ce manque de vision traduit les erreurs d'analyse récurrentes de nos politiques sur ce sujet. Récemment encore, ils considéraient que le numérique était un secteur indépendant. Tant pis si la France n'était pas à la pointe dans ce domaine, nous avions des positions de leaders dans l'automobile, le tourisme, la grande distribution... Ils en sont enfin revenus. Merci Uber, Airbnb et Amazon ! Personne ne peut désormais ignorer que le numérique touche toutes les activités économiques.

**Pourquoi les politiques ne sont-ils pas à la hauteur ?**

Ils sont pris entre deux écueils, la ringardise ou la naïveté. Face à Uber, soit je critique et je passe pour un ringard, associé aux taxis à l'ancienne, soit j'applaudis car c'est du numérique, mais je suis bien naïf. Une plate-forme de géolocalisation par smartphone qui m'offre un taxi quand et où je veux, c'est bien. Mais une infraction à la réglementation des taxis et l'évasion fiscale, ce n'est pas bon. Les politiques manquent de discernement face au numérique. C'est pourquoi j'ai monté



**« Nous pourrions avoir demain une économie européenne à très faible valeur ajoutée. Avec un groupe Accor réduit à un employeur de femmes de chambre et une grande distribution cantonnée à la logistique. »**

la Digital New Deal Foundation il y a moins de deux ans pour réfléchir, poser les termes d'un débat public et éclairer l'avenir numérique. Nous ne sommes pas le lobby d'une filière. Nous voulons faire progresser le numérique en Europe, avec un parti pris de valeurs pro-européennes et humanistes.

**C'est le sens du pacte numérique que vous proposez...**

Nous nous sommes inspirés du pacte écologique lancé par Nicolas Hulot pendant la campagne de 2007. L'idée était d'établir un pacte ouvert, ni de droite ni de gauche, indépendant des lobbys, au service d'une cause : la souveraineté de l'Europe. Nous avons voulu défricher le terrain pour les politiques, en disant : penser le numérique, c'est le penser autour de trois thèmes - les libertés, la prospérité et l'équité -, qui structurent neuf propositions. Le pacte n'est pas exhaustif, mais il forme un socle assez engageant sur des idées jusqu'ici absentes de la campagne. Nous appelons les candidats à s'en saisir. Notre débat du 22 mars a déjà déclenché des prises de position.

**En quoi est-ce essentiel pour le futur président ?**

Le numérique est la force de transformation majeure qui va être à l'œuvre au cours du prochain quinquennat. Il s'agit de mutations radicales et rapides, avec des impacts sur l'emploi. Certains parlent de 40% d'emplois touchés, d'autres de 10%. Mais 10%, c'est 2 millions de personnes ! Il ne faut pas faire l'autruche. Idem pour l'évasion fiscale. Le digital permet de délivrer une prestation à un endroit et d'établir une facturation ailleurs. Tout le monde sait que Google réalise 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France, mais n'en déclare que quelques dizaines de millions. Je suis scandalisé qu'on n'attaque pas frontalement ce sujet. Les candidats parlent de TVA et de CSG, qui pèsent sur tous les Français ou presque, alors qu'ils éludent la fiscalité des entreprises les plus riches du monde détenues par les personnes les plus riches ! Le pacte propose d'instaurer une équité fiscale en réformant la notion d'établissement stable. Certes, c'est moins facile et plus technique qu'augmenter de 1 point la TVA, mais nous n'élisons pas des présidents pour faire des choses faciles !

**Vous parlez de souveraineté de l'Europe, c'est un mot fort...**

La souveraineté est le mot clé. Il y a quatre ans, la sénatrice Catherine Morin-Desailly a remis un rapport qui pointait le risque pour l'Europe de devenir une colonie numérique, dont les données, le pétrole du XXI<sup>e</sup> siècle, seraient exploitées par d'autres. Depuis, la situation s'est aggravée avec le poids pris par les géants américains. Les entreprises du CAC 40 ont réalisé une bonne année 2016, avec 75 milliards d'euros de profits... C'est pratiquement ce qu'ont dégagé à eux seuls Apple et Google ! Le déséquilibre risque de s'accroître avec l'intelligence artificielle (IA), car celle-ci se nourrit de masses de données. Les plus grands collecteurs de données sont les plates-formes américaines, les Gafa en tête. Comment nous, Européens, arrivons-nous à exister dans ce paysage, c'est tout notre sujet.

**Quels sont les risques pour l'Europe ?**

La perte d'activité, parce que ces groupes emploient très peu



dans les pays qu'ils colonisent. Avec son corollaire : la dégradation des finances publiques. Qui va payer pour les hôpitaux et les écoles si l'activité baisse ? Il y a aussi le risque d'un transfert massif de valeur ajoutée, comme cela a eu lieu dans l'industrie hôtelière, où la valeur est passée des hôteliers comme Accor vers les plates-formes de type Booking.com. On peut imaginer que, demain, Accor ne soit plus qu'un employeur de femmes de chambre. Que la grande distribution se retrouve cantonnée à la logistique et à la maintenance de robots pour Amazon. Nous pourrions avoir demain une économie européenne à très faible valeur ajoutée.

**Vous soulevez aussi la question des valeurs de nos sociétés...**

Le maintien de nos valeurs humanistes est un enjeu majeur. Quand le patron de Google dit : « Si vous faites quelque chose que vous souhaitez que personne ne sache, peut-être devriez-vous commencer par ne pas le faire », on est très loin de la notion de liberté individuelle telle que nous l'avons construite



**« Tout le monde sait que Google réalise 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France mais n'en déclare que quelques dizaines de millions. Je suis scandalisé qu'on n'attaque pas frontalement ce sujet. »**

et défendue en Europe depuis le siècle des Lumières ! Derrière le numérique, il y a aussi la convergence des NBIC [nanotechs, biotechs, informatique, sciences cognitives, ndlr] qui vont profondément toucher à l'intimité de l'être humain. Dans la Silicon Valley et, de plus en plus, en Chine, quand une chose est technologiquement possible, on la réalise. Après, peut-être, on réfléchit. En Europe, on essaie de comprendre quelles sont les limites, de poser des bornes éthiques. En matière de santé, par exemple, notre fondation met la limite entre l'homme réparé et l'homme augmenté.

**Rivaliser avec les Gafa tout en préservant les valeurs européennes, est-ce possible ?**

C'est ce que nous visons. On ne freinera pas l'essor du numérique, alors soyons acteurs de cette transformation pour qu'elle préserve nos valeurs. Il faut trouver le bon équilibre. Pour remporter de vraies victoires contre le cancer, par exemple, il va falloir collecter beaucoup de données non anonymisées. On sait bien que ça peut être dangereux. Il faut donc créer un cadre pour qu'on obtienne des progrès en santé - qui ne soient pas réalisés seulement par des Américains - aux bénéfices des Européens, tout en évitant des dérives. Le maître mot, pour moi, c'est la régulation. A contrario de la réglementation, qui fige les choses, la régulation adapte les règles et les comportements aux innovations. Il faut que nous apprenions au niveau européen à vraiment réguler le numérique pour garantir un développement harmonieux de notre société. ■